



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 4 SEPTEMBRE 2018

LE GOUVERNEMENT DONNERA-T-IL PLUS DE MOYENS A DE RUGY ?

La démission de Nicolas Hulot a marqué pour beaucoup le manque d'ambition du gouvernement en matière de transition écologique. Après des tribunes associatives rappelant l'urgence d'agir, plus de 200 scientifiques et personnalités viennent de signer un appel soulignant qu'« il est temps d'être sérieux ». Pour France Nature Environnement, le constat est posé : « Réchauffement climatique, diminution drastique des espaces de vie, effondrement de la biodiversité, pollution profonde des sols, de l'eau et de l'air, déforestation rapide : tous les indicateurs sont alarmants ».

La majorité poursuivra-t-elle « sur la lancée impulsée par Nicolas Hulot », comme annoncé ?

« Mon acte n'est pas un acte de résignation mais de mobilisation, et j'espère qu'il va entraîner un sursaut », concluait Nicolas Hulot en annonçant sa démission. Dans ce contexte et face à ces appels, le gouvernement est-il prêt pour ce sursaut écologique ? On peut en douter quand on voit qu'en l'espace d'une semaine, il a lancé l'autorisation de travaux pour le Grand Contournement Ouest de Strasbourg, accordé de nouveaux permis d'extraction d'or en Guyane et permis le redémarrage en catimini d'une usine Sanofi dans les Landes, dont la pollution chronique avait fait grand bruit au début de l'été.

Pour autant, le pire n'est pas sûr. Le Président et le premier ministre ont encore la possibilité de changer de braquet en matière de transition écologique et de revenir sur ces décisions incohérentes en dotant l'ensemble du gouvernement d'une feuille de route ambitieuse et assortie de moyens adéquats.

Une nécessité : mettre la transition écologique au cœur de la politique gouvernementale

« La désignation de François de Rugy comme successeur à Nicolas Hulot ne pourra être évaluée que sur la volonté du gouvernement de changer d'orientation et de mettre la transition écologique au cœur de sa politique. Nulle personnalité, seule et sans action collective déterminée, n'obtiendra une inflexion efficace de toutes les politiques publiques, seule susceptible de répondre aux enjeux déterminants qui sont devant nous », estime **Michel Dubromel, président de France Nature Environnement**.

Le président, son gouvernement et le nouveau ministre sont devant un choix fort mais simple : est-il possible de privilégier des objectifs de court terme, des réponses complaisantes aux lobbies, ou est-il nécessaire de s'engager dans une nouvelle direction, en désignant un nouvel horizon ? En réhabilitant les dialogues sociaux et environnementaux, le gouvernement peut construire un chemin vers un autre modèle avec la société, avec les citoyens, les collectivités, les acteurs associatifs, syndicaux et économiques.



PPE, mobilité, biodiversité, alimentation... La société civile reste mobilisée

France Nature Environnement et son mouvement, représentant 3500 associations et près de 900 000 membres, sont prêts à contribuer à des chantiers d'envergure et à travailler avec toutes les parties prenantes. Les questions prioritaires concernent le climat et l'énergie avec la future Programmation Pluriannuelle de l'Energie, la qualité alimentaire et l'agriculture avec la perspective de la réforme de la PAC, la protection de la biodiversité, des sols et des océans, ainsi que les chantiers nécessaires à la mise en place d'une mobilité durable.

Plus que jamais, la balle est dans le camp du gouvernement. Mais ne nous méprenons pas : il ne s'agit aucunement d'un jeu politique mais bel et bien de l'avenir de tous. Nous avons une seule planète, l'heure est venue de construire ensemble un monde viable.

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).